

DROIT DU TRAVAIL
DROIT DES SOCIÉTÉS
CRÉATION ET TRANSMISSION
D'ENTREPRISE
FISCALITÉ ET PATRIMOINE
DROIT DES CONTRATS
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
RÉSOLUTION AMIABLE DES LITIGES
CONTENTIEUX DES AFFAIRES
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
DROIT PUBLIC
FORMATION
ENVIRONNEMENT
COMMERCE INTERNATIONAL

AVOCATS ASSOCIÉS

Corine ANDRIEUX
Nathalie BAILLY
Frédéric BLAISE
Maryline BUHL
Alexia CADIX
Armin CHEVAL
Olivier COLNAT
Thibaut CUNY
Catherine EDELENYI
Cyrille GUENIOT
Charlène MANGIN
Hervé MONTAUT
Anny MORLOT
Mickael MUNIN
Dominique PIERSON
Philippe SESTER

AVOCATS

Pauline BARREAU
Anne CHARLIQUART
Géraldine EMONET
Cécile GEORGEON
Brigitte JAMIN
Vincent LARRORY
Véronique LEMERCIER-HENNON
Philippe LHUILLIER
Alice MARCHAL
Audrey REMY

AVOCATS SENIOR COUNSEL

Jacques BROUILLET
Claude NOEL

MEMBRES DU GIE GROUPE ACD

Bruno BERKROUBER
Nicole GUERBERT
Séverine VALENT
Olivier VILLETTE

AVOCATS HONORAIRES

Didier-François APOSTOLO
Catherine CLOQUET
Robert COLAS
Pierre-Jean GUARDIOLLE
Christian RENY



I – LOIS ET REGLEMENTATION

- Depuis le 1/7/21 le congé paternité peut s'ajouter au congé de naissance de 3 jours, peut atteindre 28 jours avec une interdiction d'emploi 25 jours, dont 7 obligatoires par le salarié.

- Définition des catégories objectives pour bénéficier de l'exonération des cotisations sécurité sociale pour le financement des garanties prévoyances Décret du 30 -7-2021

Dossier juridique de LS du 8/10/21

- LA CNIL sanctionne le 4/11/21 la RATP d'une amende de 400 000 euros pour avoir mentionné le nombre des jours de grève dans le dossier des salariés. LS 3/12

- UN COUP DE BAMBOU FISCAL !!

le Conseil d'État a requalifié en salaires les plus-values des participations des dirigeants au capital (management package)

Ces plus-values ne seront plus imposées à 30 % (flat tax) mais en salaires avec un impôt pouvant atteindre 45 % plus charges sociales

3 décisions de Juillet 2021

Déjà en 2019 la cour de cassation avait taxé en salaires leur intéressement

Le figaro du 5/11

- Afin de réduire les tensions sur le recrutement le gouvernement a annoncé le 27/9 des aménagements au dispositif de transitions collectives dit « TRANSCO » qui permet à un salarié de bénéficier d'un accompagnement et d'une formation pendant 24 mois tout en conservant son emploi et son salaire. L'État prend en charge 100 % des frais pédagogiques pour les entreprises de moins de 300 salariés au lieu de 75 % pour celles de 300 à 1 000 et 40 % pour les plus de 1 000

- Loi sur le statut des travailleurs en détention LS 30/11/21

- Le plafond d'exonération des chèques cadeaux distribués aux salariés a été porté à 250 euros. LS 26/11

- LOI DE FINANCEMENT DE LA SS du 23/12/21
No 1 LS du 2/2
Et No 2 LS du 3/2

- Loi climat et résilience. LS 1/12/21

- Les inventions ou créations de logiciels par des stagiaires ouvrent droit aux mêmes droits de propriété intellectuels que pour les salariés.
Ordonnance du 15/12/21 jo du 16
- L'amende pour non-respect des 3 j de télétravail est réduite à 500 € par salarié (au lieu de 1 000) décision du ministre du 14/1.
LS 17/1
L'obligation de ces 3 J a été levée le 2/2.
LS 24/1
- Le salarié a un droit d'accès aux courriels professionnels dès lors qu'il en est destinataire ou simplement mentionné. Avis de la CNIL le 5/1.
LS 24/1
- INDEX EGALITES PROFESSIONNELLES. Nouvelles obligations de publication par les entreprises de plus de 50 salariés en application de l'art 13 de la loi adoptée le 16/12/21
Qui impose non seulement la publication sur le site internet de l'entreprise ou à défaut communication à chaque salarié (!!) mais aussi sur le site internet du ministère...dès que le décret sera publié.
Les entreprises qui n'atteindront pas la note de 75 devront en outre publier les mesures correctives mises en place.
Précisions sur l'indicateur « retour de congé maternité » dans le Q/R du ministère le 31/1. LS10/2
- Le contrat de sécurisation professionnelle a été prolongé jusqu'au 31/12/22 par agrément de l'État. Arrêté du 24/9/21
- Les avantages en nature en 2022. Revalorisation des forfaits au 1/1/22.
LS 5/1
- Barème des frais professionnels pour 2022.
LS 5/1
- Un nouveau modèle de bulletin de paie à compter du 1/1/22 pour intégrer les mentions du salaire net imposable ainsi que le montant net des heures complémentaires et supplémentaires exonérées
LS 7/1/22
- La loi sur le passe vaccinal validée par le conseil constitutionnel a été publiée au JO le 23/1 ainsi que le décret du 22/1.
LS 25/1
Le passe vaccinal est intégré au protocole sanitaire en entreprise.
LS27/1
La possibilité de se restaurer dans les locaux de l'entreprise est reconduite jusqu'au 30/4/22.
Décret du 25/1
- La DGT a publié le 24/1 une note explicative concernant l'amende à payer pour défaut de protection contre le virus.
LS 31/1

- La déclaration d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) est reportée sur la DSN d'avril.
LS 31/1
- Contributions à la formation de l'apprentissage. Une Note de l'URSSAF du 29/1.
LS du 31/1
- Les modalités de mise en œuvre des transitions collectives sont aménagées par une instruction de la DGEFP du 7/2.
LS du 14/2
- Le Parlement a adopté le 8/2 la loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante avec notamment le droit à l'allocation chômage indépendante (ATI).
LS 14/2
- Les charges sur les bas salaires n'ont cessé de baisser depuis 30 ans
Elles sont actuellement de 6,69 % du salaire brut pour les cotisations vieillesse des salariés au SMIC.
Le Figaro 21/2
- L'assurance chômage redevient excédentaire après 13 ans de déficit...d'après les prévisions de l'UNEDIC le 24/2...notamment avec la diminution du recours à l'activité partielle et la réduction du chômage à 7,4à% au 4e trimestre 2021....et la réforme du système d'indemnisation.
Le Figaro 25/2
- La loi pour repousser de 12 à 14 semaines la possibilité d'une IVG, a été votée le. 23/2
- Le titre restaurant porté à 38 euros est prolongé jusqu'à fin Juin.
LS 24/2

II) RELATIONS INDIVIDUELLES

- Faute inexcusable
Le manquement à l'obligation de sécurité de résultat entraîne la faute inexcusable
Cass 2e civ 8/10/20 No18-25.021
jp sociale Lamy du 12/1/21
- Nullité du licenciement ?
Le juge ne peut la prononcer que dans deux cas :
-violation d'une liberté fondamentale
- ou un texte spécifique
Cass soc 22/9/21 No19-10.785. Selon l'adage « pas de nullité sans texte »
- Harcèlement moral
L'employeur qui ne tient pas compte des préconisations du médecin du travail s'expose à se voir condamné pour harcèlement moral
Cass soc 4/11/20. No 19-11.626. JP SOCIALE LAMY 12/1/21
- Transaction
Il n'appartient pas au juge de vérifier le bien-fondé du licenciement, mais seulement la

réalité des concessions réciproques...ce qui suppose pourtant, selon moi , que celle du licenciement soit admise.

Cass soc 5/1/21. No18-26 109.

LS 26/1/21

- **TEMPS PARTIEL**
La nullité d'une clause d'exclusivité n'entraîne pas la requalification en temps complet...mais justifie l'indemnisation du préjudice subi
Cass soc 24/3/21 No 19-16.418
- Clause de non-concurrence, la contrepartie pécuniaire n'est pas une clause pénale
Et donc le juge ne peut ni la réduire ni l'augmenter
Cass soc 13/10/21 No 20- 12 059.
Jpsociale Lamy 12/1
- **BOIRE OU CONDUIRE**
La cour justifie le licenciement pour faute grave d'un salarié auteur d'un accident après une soirée « arrosée » à l'issue d'un salon professionnel entre 22 et 23 h...donc au-delà de ses heures de travail.
Cass Soc 19/1/22. No 20.19742
- Refus d'une mutation lié aux convictions religieuses ?
La sanction n'est pas forcément discriminatoire
Cass soc 19/1/22 No20- 14 014. LS 2/2/22
- La cour de Cassation a annulé le 7/7/21 le licenciement d'une agent de la Ratp, chrétienne, qui avait refusé de dire « je le jure » lors de sa prestation de serment devant le Pt de du TGI de Paris...mais 14 ans après son licenciement!! D'autant qu'elle avait proposé des formules équivalentes
Honte à ce Pt obtus et, selon moi, indigne d'exercer sa fonction
Honte aussi pour ces délais inadmissibles
- Preuve d'une discrimination syndicale ?
Après renvoi par la cour de cassation devant la cour d'appel de Chambéry, cette dernière impose à la société Renault Trucks de communiquer les pièces nécessaires, en application de l'art 145 du code de procédure Civile
CA Chambéry 2/12/21 No 21/00579.
SS Lamy 30/12/21
Le 16/3/21 la cour de Cass avait admis le principe de cette communication de données non anonymisées, même en cas de refus des salariés.
LS 8/4/21
- **-BAREME MACRON**
La cour confirme son application, malgré les tentatives de le dépasser en invoquant divers et multiples préjudices...en dehors des cas expressément prévus par le code
Cass soc 15/12/21 No 20 -18.782.
Commentaires intéressants de la JP sociale Lamy du 7/2
- **PREJUDICE D'ANXIETE**
- la cour considère que la prescription de 2 ans qui concerne l'exécution d'un contrat de travail, doit s'appliquer....contrairement à sa position antérieure !
Cass soc12 Nov 2021 No19-18 490
jp sociale Lamy 22/1/21

- La cour donne encore des précisions permettant l'indemnisation en dehors du dispositif Acaata grâce notamment à des attestations de proches. Cass soc 15/12/21 No 20-11.046.

Idem commentaires dans la JP sociale Lamy du 7/2

- **FORFAIT JOURS**
Recevabilité de l'action engagée par un syndicat concerné par ce type de décompte
Et précisions sur la notion de cadre-autonome.
Idem Lamy du 7/2
- **MISE A PIED DISCIPLINAIRE**
Le juge ne peut pas réduire la durée qu'il estime disproportionnée
Il ne peut que l'annuler selon l'art 1333-2
Cass soc 24/1/18 No 16-22 594
- **Forfait jours**
Le juge peut dépasser le taux minimum de 10 % prévu par le code en cas de dépassement, sauf accord écrit du salarié pour renoncer à ses jours de repos
Cass soc 26/1/22 No 20- 13 266
- **Date butoir pour lever une clause de non concurrence ?**
Au plus tard à la date fixée pour une rupture conventionnelle
quelles que soient les dispositions du contrat de travail ou de la CCN
Cass soc 26/1/22 No 20-15
LS 4/2
- **Droit à l'image d'un salarié**
Il n'est pas nécessaire de prouver un préjudice pour être indemnisé
La simple constat de l'atteinte suffit
Cass soc 19/2/22 No20-12 420
- **Le médecin du travail n'engage pas sa responsabilité civile, sauf s'il est coupable de harcèlement ou d'une violation du secret professionnel**
Cass soc 26/1/22 No 20- 10 610
- **Ne pas confondre observations et avertissement**
Alors que ce dernier empêche de licencier pour le même motif
Les simples observations qui ne contiennent aucune mise en garde ni injonction ne constituent pas une sanction
Cass soc 2/2/22 No20-17 068
- **CONTRAT DE TRAVAIL INTERNATIONAL**
Lorsqu'il s'exécute en France, le droit français concernant la rupture s'applique...et s'il est plus favorable que la loi choisie par les parties
Cass soc 8/12/21 No 20-11 738. JP Sociale Lamy 21/2/22
- **PRIMES SUR OBJECTIFS**
C'est à l'employeur de prouver que les objectifs sont réalisables
Cass soc 15/12/21. JP SOCIALE Lamy 21/2

- **INAPTITUDE**
L'obligation de reclassement doit être exécutée loyalement
L'employeur doit prouver qu'il a tenté de suivre les recommandations du médecin du travail
Cass Soc 26/1/22 No 20-20 369. LS 21/2

III - RELATIONS COLLECTIVES

- -action en justice des syndicats ?
Un syndicat a intérêt à agir pour nullité du licenciement d'un salarié qui n'est pas protégé mais qui était un militant
Cass soc 13/1/21. No 19-17. 182. LS 2/2/21
- Le statut collectif de l'entreprise absorbée ne peut être maintenu que s'il est plus favorable
A défaut l'art L 2261-14 prévoit l'application automatique du statut de l'entreprise absorbante, sans nécessité de dénonciation
Cass soc 24/3/21 No 19-15.920
- Le DRH d'une filiale, même mandaté, ne peut pas licencier le salarié d'une autre filiale
Ce qui serait possible pour le DRH de la Ste Mère
Cass soc 20/10/21 No 20-11 485
- Pas de rupture conventionnelle collective si la décision de fermeture du site a déjà été prise
CAA Versailles 20/10/21
- La mise en œuvre rétroactive d'avantages collectifs peut bénéficier à d'anciens salariés des lors qu'ils étaient en poste lors de cette période avant la rupture de leur contrat
Cass soc 13/1/21 No 19- 20 736
- Licenciement d'un salarié protégé
Le CSE n'a pas à être consulté dans une entreprise de moins de 50 salariés
Selon un avis du Conseil d'État du 9/1 qui confirme la position du ministère du travail
LS 12/1
- Dossier sur l'accord triennal chez Renault Groupe signé le 14/12/21
LS 10/2
- **METALLURGIE**
Signature le 7/2, enfin, d'une seule CCN pour les 1,5 millions salariés , dans 42 000 entreprises d'ici janvier 2024 ,avec notamment
*Une classification unique

*Création d'un régime prévoyance(décès /incapacité) pour les non-cadres
Un vaste chantier de (re) classification pour les DRH...et leurs conseils !!

- Distribution de tracts syndicaux dans l'enceinte de l'entreprise
Elle doit se faire aux heures d'entrée et sortie
Mais en cas d'horaires variables c'est possible pendant une plage concernée , peu importe qu'il s'agisse de la pause déjeuner
Cass soc 5/1/22 No 20-15 005

III - EUROPE

- La COP 26 a Glasgow s'est ouverte le 2/11/21 avec 195 pays et 27.000 participants
Objectif =bloquer le réchauffement à 1,5 degré
- A Bruxelles, malgré le Brexit des milliers de Britanniques restent en poste
3 % au Parlement /2,6 % au sein du Conseil /2,4 % dans la CommissionAinsi la GB reste le 12e pays le mieux représenté au sein de l'exécutif devant 16 autres États.
Le Monde 27/10
- ALLEMAGNE
C'est une femme (BARBEL BAS (SPD) qui a succédé à Wolfgang SCHAUBLE (CDU) à la tête de la Bundesdestag (chambre des députés) le 26/10
C'est la 3e fois qu'une femme devient ainsi la 2e personne dans l'ordre protocolaire
Le Monde 27/10
- VOLET SOCIAL de la présidence française de l'UE du 1/1/2022
-faire avancer les projets de directives sur
Les salaires minimaux
L'égalité des salaires F/H
L'équilibre F/H dans les CA des sociétés cotées
Les conditions de travail des travailleurs des plateformes
Les comptes individuels de formation

-Mais il n'est pas prévu un nouveau Règlement de coordination SS
LS 10/1
- La Commission de l'UE préconise le 10/12 que tous les États mettent en place la formule française du Compte personnel de formation.
LS 12/1
- L'astreinte peut être considérée comme du travail ou du repos ...selon les circonstances d'après la CJUE.
JP Lamy du 12/1
- La Commission propose d'imposer aux entreprises un « DEVOIR DE VIGILANCE » concernant le respect des Droits de l'Homme et de l'environnement.
LS 24/2

IV - MONDE

Uber déclare ses premiers profits opérationnels (8 millions au 3e trimestre 2021) depuis 12 ans, avec un CA qui progresse de 70 % ...la pandémie a parfois des effets bénéfiques !!

Jacques Brouillet

Avocat

07 88 03 21 63

